

Que savons-nous vraiment des dynamiques de la population française ?

Par Nacima Baron. Le 31 octobre 2007

En matière scientifique, l'une des tâches les plus difficiles pour le chercheur est de se démarquer des idées reçues pour aborder l'objet de son étude avec une vision dégagée de représentations voire de doctrines « implicites ». En matière démographique, la tâche est considérable, du fait l'utilisation de données et de notions démographiques dans le discours politique. Il suffit par exemple d'ouvrir les journaux pour entendre parler du vieillissement démographique comme d'une catastrophe annoncée, sous l'effet de l'avancée en âge des générations issues du *baby boom*. Cette notion de vieillissement, jamais définie précisément, conduirait la France ? comme l'ensemble du continent européen ? au déséquilibre des comptes publics sous l'effet de l'explosion des régimes de retraite, à une perte de compétitivité économique et à un appauvrissement inexorables. Cet « hiver démographique » se conjugue avec d'autres hantises. C'est : « le spectre d'une France demain affaiblie, qui n'arrive plus à se "défendre" face à l'invasion de jeunes migrants venus des périphéries du sud et de l'est du Vieux continent »... (cette citation est issue mot pour mot d'un rapport de la députée UMP de la Sarthe Béatrice Pavy, remis devant la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale en 2006.

Mais d'autres idées et représentations occupent aussi le terrain de la recherche démographique : d'abord, l'inquiétude liée à la baisse de la fécondité qui ne permettrait plus d'atteindre le seuil du remplacement des générations en France. Ensuite, la crainte d'une progressive diminution en nombre de la population active (toujours du fait du vieillissement) et du manque de bras, même pour s'occuper des personnes âgées et dépendantes qui réclameront des soins. Autre crainte, celle de la dérive des territoires, opposant d'un côté le « rural profond » vieilli et désertifié, exclu des réseaux d'échanges et de l'autre côté des métropoles actives et attractives pour les jeunes actifs, ouvertes sur les flux internationaux d'hommes et de richesses.

Bien conscient que la démographie est, parmi d'autres disciplines, celle dont les concepts véhiculent, sous des apparences objectives, le plus de représentations et d'idéologies, Hervé Le Bras entreprend dans *Les Quatre Mystères de la population française* une salutaire mise au point. Il revient d'ailleurs à la charge après un autre ouvrage « démystificateur », intitulé *Marianne et les lapins : l'obsession démographique*, datant de 1993. Cependant, son objectif n'est pas de

développer un panorama général de la situation démographique de notre pays ; déjouer les pièges de quelques concepts et de quelques ratios pour contrer un discours catastrophiste est peut-être plus exact, et ouvrir des sujets de débat sans forcément d'ailleurs les circonscrire entièrement ni tenter de les clore prématurément.

Hervé Le Bras s'attaque donc à ce qu'il appelle la « vulgate démographique » en vigueur depuis le 19^e siècle, qui est un corps de « doctrine » avec des concepts et des outils apparemment neutres, mais en réalité construits pour délivrer une vision cohérente dans laquelle : « le modèle démographique français est à la fois un exutoire et un bouc-émissaire aux difficultés que rencontre le pays ». Il discute de l'intérêt de certains modes de représentations des statistiques démographiques, comme la fameuse « pyramide des âges », dont il dénonce dans le deuxième chapitre l'omniprésence et surtout les modalités de lecture et d'utilisation par les démographes et les autres spécialistes de sciences humaines et sociales. Il critique d'autres outils et catégories de la science démographique comme le taux de fécondité et le fameux « indice de remplacement des générations » censé être fixé à 2,1 enfants par femme. Dans ces pages, Hervé Le Bras séduit par la rigueur et la précision de l'argumentation, et il montre comment les grands thèmes du modèle démographique français (les soit disant « données », que sont la natalité, la fécondité, la mortalité) recèlent des partis pris qui orientent l'interprétation mais ne répondent plus aux tendances observées.

Certains ratios forgés au début du 20^e siècle font « survivre le passé dans le présent » selon l'expression d'Hervé Le Bras. Ainsi, cette focalisation sur l'indice de remplacement des générations a marqué des générations de démographes inscrits dans la ligne de pensée d'Alfred Sauvy, ce dernier ayant forgé sa réflexion sur « le manque de berceaux » à une époque (les années 1950) où la reconstruction de la France devait se faire avec les classes creuses nées dans les années 1930. Aujourd'hui, la situation est toute différente. Il convient plutôt, pour l'auteur, de faire parler les séries statistiques actuelles et d'accepter leurs limites. Ainsi, par exemple, le remplacement du recensement par des enquêtes annuelles rend difficile aujourd'hui l'étude de la dynamique locale de la population. Il convient aussi de mettre la focale sur quelques points qu'on a bien du mal à mesurer, et encore plus à expliquer.

Parmi ces points difficiles, l'un des points les plus fragiles de l'analyse démographique est la prise en compte des mobilités, qu'elles soient internes à l'espace français (les mobilités interrégionales), et *a fortiori* les mobilités transfrontalières. D'abord le solde migratoire de la France est une donnée à prendre avec précaution. On ne comptabilise que les entrées légales sur le territoire (demande d'asile, permis de séjour) mais pas les entrées clandestines, source de fantasmes sans fin, et on ne fait qu'évaluer les sorties. Le chapitre deux de cet ouvrage est peut-être le plus polémique : il s'intitule « France, pays d'émigration » et tente de décomposer le solde migratoire par classe âge. Dans ce domaine, les zones d'ombre sont nombreuses : on ne connaît ni les sorties des Français ni des étrangers, ni les entrées des Français. En recoupant des données INSEE et INED, Hervé Le Bras identifie une « fuite statistique » (perte de 53 000 jeunes hommes âgés entre vingt et trente ans chaque année entre les deux derniers recensements). À cette fuite, deux hypothèses : soit une série d'omissions répétées de ces hommes jeunes, soit des départs mal recensés (étudiants, post doctorants, jeunes actifs partant faire des stages...).

Voici un exemple de retournement des représentations fournis par une analyse précise des données : la France connaît un véritable courant d'émigration que les institutions politiques comme d'ailleurs certains experts démographes ont du mal à accepter, trop marqués qu'ils sont par le modèle d'une France terre d'immigration. Cette « fuite statistique » représente une perte de 5% des effectifs des jeunes hommes entre 20 et 30 ans, ce qui n'est pas négligeable, puisque cela nous rapprocherait du modèle de « pays émetteur » qui était celui du Portugal et de l'Irlande avant l'entrée dans l'Union européenne. D'ailleurs, l'OCDE qui regroupe les données de nos voisins souligne une forte croissance (+ 40%) des arrivées de français dans les pays d'Europe et dans certains pays émergents dans les quinze dernière années. Hervé Le Bras poursuit sa réflexion jusqu'à proposer une autre vision du solde migratoire : du fait de ces sorties non comptabilisées, ce dernier aurait été quasiment nul entre 1990 et 1999 (6600 personnes par an), ce qui nous distingue de nos proches voisins, Allemagne ou Espagne pour qui cette période a été marquée par des arrivées extérieures massives (notamment d'Europe de l'est) et un ralentissement des sorties de nationaux.

Autre point de critique d'Hervé Le Bras à propos de l'analyse démographique des mobilités : la difficulté de connaître précisément la redistribution spatiale de la population française sur le territoire national. Les mouvements des Français sont difficiles à mesurer, du fait de leur volatilité (déplacements de courts, moyens et longs séjours touristiques, déplacements résidentiels définitifs, transformation des résidences secondaires devenues domicile permanent non déclaré, etc.). En outre, les nouvelles modalités du recensement au quart compliquent la vision générale. Concrètement, les communes inférieures à 10 000 habitants font l'objet d'un recensement exhaustif tous les cinq ans, tandis que les communes de plus de 10 000 habitants voient 8% de leur population recensée chaque année. De ce fait, l'INSEE ne pourra délivrer une approche d'ensemble qu'au terme du cycle d'enquête quinquennal, en 2008. À ce flou, il faut ajouter les mobilités résidentielles, à la fois cause et conséquence de mobilités d'entreprises (puisque les entreprises ont de plus en plus tendance à suivre leurs cadres dans leurs choix d'implantation). Cela conduit Hervé Le Bras à insister sur des éléments qui sont de mieux en mieux connus : la croissance plus douce de la région Ile-de-France et des villes de Flandre et de Lorraine, et la croissance démographique rapide des régions et des bassins d'emploi des métropoles du Grand Ouest (Rennes, Nantes, Bordeaux) et du sud-est (de Montpellier à la frontière genevoise en passant par Provence Alpes Côte d'Azur et les métropoles alpines). Ces régions en regain démographique sont urbanisées, parfois métropolisées, comme la Côte d'Azur, mais aussi en situation littorale comme le « Sud Bretagne » ou en situation montagnarde comme la Haute-Savoie. Enfin, ces régions peuvent aussi être parfaitement et « profondément » rurales : Lozère, Ardèche mais aussi des arrière-pays côtiers et de grandes périphéries urbaines animées et revivifiées par de nouvelles arrivées, périodiques ou définitives. Un élément prouve d'ailleurs ce phénomène avec une certaine crudité : le renchérissement des prix immobiliers créé par la demande de nouveaux arrivants rend l'accès au logement des enfants des autochtones très problématique. Les autorités locales sont alors confrontées à des problèmes d'organisation de l'espace, de protection de l'environnement et d'encadrement de la croissance immobilière, bref des choix de stratégie territoriale aux enjeux cruciaux pour l'avenir.

Compte tenu de ces différentes entrées (nous ne les avons pas toutes épuisées dans ce compte-rendu, on invite aussi les économistes à lire les développements sur le « vieillissement actif »...), l'ouvrage très stimulant d'Hervé Le Bras intéressera un public qui dépasse le cercle des démographes, et pourra être utilisé aussi bien dans le cadre de l'enseignement, de la recherche ou

pour un grand public, puisqu'au fond, les questions démographiques sont un peu l'affaire de tous.

Hervé Le Bras, *Les quatre mystères de la population française*, Paris, Odile Jacob, 2007.

Article mis en ligne le mercredi 31 octobre 2007 à 00:00 –

Pour faire référence à cet article :

Nacima Baron, »Que savons-nous vraiment des dynamiques de la population française ? », *EspacesTemps.net*, Publications, 31.10.2007

<https://www.espacestemp.net/articles/que-savons-nous-vraiment-des-dynamiques-de-la-population-francaise/>

© EspacesTemps.net. All rights reserved. Reproduction without the journal's consent prohibited.
Quotation of excerpts authorized within the limits of the law.